

# LES CHIFFRES DU MOIS

## 2-3

La Birmanie annonce un plan de 2 à 3 milliards de dollars USD pour faire face à l'impact économique et social de la pandémie de Covid-19.

Au 30 avril, les chiffres officiels faisaient état de 150 cas, dont 6 mortels...



## 21 AVRIL 2020 BLUE SHIRT DAY

Pour  
la libération  
des prisonniers politiques  
en Birmanie



#BlueShirt4Burma

## 25 000

Cette année, près de 25 000 prisonniers ont bénéficié de l'amnistie présidentielle. Le gouvernement a choisi de maintenir la plupart des prisonniers politiques en prison. Seuls 18 d'entre eux ont bénéficié de la grâce présidentielle.

## 3

3 artistes sont poursuivis pour "insulte à la religion", un délit passible de 2 ans de prison ! En cause ? Cette oeuvre de street art sensibilisant aux dangers du Covid-19 dans les rues de Myitkyina dans l'état Kachin. Des moines ultra ont trouvé que le virus ressemblait... à un moine bouddhiste.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

### Info Birmanie rejoint 140 organisations de la société civile pour appeler à un cessez-le feu immédiat et à la protection des civils dans les conflits armés

Joint  
Statement

Le 15 avril, 141 organisations de la société civile (OSC) ont appelé à un cessez-le-feu national dans un **communiqué commun**, en évoquant plus particulièrement la situation dans le sud de l'état Chin. Des civils sont pris pour cible par l'armée, qui mène des attaques aériennes constitutives de crimes de guerre. Elles rappellent que plus de 150 000 civils ont été déplacés par les combats qui opposent l'armée birmane et l'Armée de l'Arakan (AA) depuis novembre 2018. Alors que le monde entier prend des mesures pour lutter contre le Covid-19, les attaques de l'armée birmane contre des civils marquent un contraste saisissant. Aung San Suu Kyi a récemment salué l'action de protection menée par l'armée dans la région sur le front de la lutte contre le Covid-19 et accusé l'AA de mener des actions destructrices. Ces déclarations ont été diversement appréciées face aux réalités du terrain. Les OSC signataires demandent aux autorités de respecter leurs obligations aux termes des Conventions de Genève et des résolutions 1265, 1296 et 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU. Elles déplorent par ailleurs la réticence de l'ASEAN à s'impliquer dans la résolution du conflit. Alors qu'elle pourrait jouer un rôle actif face à l'escalade de la violence, cette organisation régionale choisit de s'en tenir au narratif du gouvernement birman.

### N'oublions pas les Rohingya

En dépit des nombreux appels lancés par des organisations humanitaires et de défense des droits humains, les restrictions - de communication en particulier - dans les camps de réfugiés Rohingya du Bangladesh n'ont pas été levées et accentuent leur extrême vulnérabilité face au Covid-19. Alors que la saison des pluies menace de nouveau, les Rohingya qui tentent d'échapper à leur sort se voient refoulés de toute part. 32 Rohingya ont récemment péri en mer. Leur bateau n'a pu accoster en Malaisie. Après 2 mois d'errance en mer, il a finalement été intercepté par des gardes-côtes bangladais qui ont secouru la majorité des réfugiés à bord. Depuis lors, la Malaisie comme le Bangladesh ont affirmé qu'ils n'acceptaient plus le moindre bateau. En Birmanie, les autorités ont jusqu'au 23 mai pour mettre en œuvre les mesures provisoires de protection des Rohingya décidées par la Cour Internationale de Justice. 2 directives présidentielles d'ordre très général ont été prises, mais **Human Rights Watch** souligne l'insuffisance flagrante de ces mesures. Si 800 Rohingya arbitrairement détenus sont sortis de prison à l'occasion de l'amnistie présidentielle, aucune mesure ne vient les restaurer dans leurs droits. Yanghee Lee, Rapporteuse Spéciale de l'ONU, s'alarme de la commission de nouveaux crimes à leur rencontre dans le contexte des combats en cours entre l'armée et l'Armée de l'Arakan.

### L'impact de la pandémie de Covid-19 à travers l'action de l'un de nos partenaires

Des milliers de travailleurs birmans sont rentrés de Thaïlande, mais aussi de Chine. Ils ont été placés en quarantaine et plus de 40 000 birmans seraient ainsi actuellement à l'isolement. Foundation for Education and Development (FED) a dû suspendre la plupart de ses programmes. Elle mène actuellement des actions d'assistance et d'information/prévention sur le Covid-19 auprès des migrants et intervient aussi dans la zone industrielle de Shwe Pyi Thar à Rangoun. La situation des plus de 500 000 travailleurs des zones industrielles inquiète. Perte d'emploi, de logement, exposition au virus... La confusion règne sur les conditions de réouverture des usines fermées et sur les mesures de protection adoptées. Dans le secteur stratégique de l'industrie textile, l'Union Européenne a annoncé une aide de 5 millions d'euros pour les travailleurs. Quid des près de 18 millions de travailleurs du secteur informel ? (crédit photo : Thet Aung, FED)



# FOCUS DU MOIS

**« Justice For Myanmar » :  
une campagne qui cible  
les intérêts économiques  
de l'armée**



**« Justice for Myanmar » : des activistes lancent une campagne chargée d'exposer les causes systémiques de l'inégalité, de l'injustice, de la violence & des crimes contre l'Humanité**

**CP 28 avril 2020, Birmanie** – Un groupe de militants agissant sous couvert joint ses forces dans une campagne visant à améliorer la vie de tous les birmans, en exposant l'oppression systémique menée par l'armée birmane à des fins de profit et de guerre civile.

« Justice for Myanmar » est une campagne initiée par une équipe de défenseurs des droits humains engagés dans la protection des droits, la défense de l'égalité et la lutte pour la justice. Cette campagne a été constituée dans le but de fournir une plateforme aux personnes persécutées par l'armée birmane – quelle que soit leur origine sociale, religion, genre ou appartenance ethnique – pour les appuyer dans leurs efforts en vue d'obtenir justice et mettre un terme à l'impunité de l'armée en Birmanie. Elle se consacrera au dévoilement du lien existant entre les entreprises détenues ou contrôlées par l'armée et les violations des droits humains commises à travers le pays qui représentent des violations du droit international des droits de l'Homme et du droit international humanitaire, constitutives de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocide.

En dépit de la pandémie de Covid-19 qui met à l'épreuve un système de santé non préparé en Birmanie, l'armée birmane a rejeté les appels lancés par l'ONU, des organisations ethniques armées birmanes et la société civile pour un cessez-le-feu national dans le but de permettre au pays de lutter efficacement contre la pandémie. Au lieu de quoi, l'armée a bloqué plusieurs sites locaux d'information, arrêté et poursuivi des journalistes au nom des lois contre le terrorisme. L'armée a continué à consolider son pouvoir et accru son utilisation de mesures répressives à l'encontre des médias et des populations, prenant des civils pour cible dans les zones de conflits.

Le conflit entre l'armée birmane et l'Armée de l'Arakan (AA) s'est intensifié et a déplacé jusqu'à 150 000 civils depuis la fin de l'année 2018. Selon l'UNOCHR, au moins 32 civils sont morts dans les états Chin et d'Arakan depuis le 23 mars 2020. Les bombardements de l'armée dans ces deux états ont entraîné la mort de civils, parmi lesquels des enfants, des mères et leurs nourrissons, tandis que des maisons ont été réduites en cendres entraînant le déplacement de civils et de personnes vulnérables face à la pandémie.

**AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE**

L'attaque du 20 avril 2020 menée contre un véhicule de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) transportant du matériel dédié à la lutte contre le Covid-19 – au cours de laquelle le chauffeur a été tué – a été suivi d'appels de la société civile pour un accès immédiat des enquêteurs de l'ONU au pays. Le Secrétaire général de l'ONU a fortement condamné cette attaque, tout en appelant à une enquête transparente et à ce que ses auteurs soient traduits en justice.

**Yadanar Maung, le porte-parole de « Justice for Myanmar », affirme :** « *L'armée birmane a maintenu son contrôle politique du pays à travers un monopole et un contrôle économique, à travers la force et la violence et un régime constitutionnel qu'elle a elle-même créé. Elle continue de commettre des violations graves des droits humains en toute impunité. La Mission d'établissement des faits de l'ONU (FFM) et le Rapporteur Spécial sur la situation des droits humains en Birmanie décrivent qu'il en résulte un génocide, des crimes contre l'Humanité et des crimes de guerre. Les activités économiques de l'armée, hors de contrôle des autorités civiles, renforcent son pouvoir et entravent la démocratisation du pays.* »

L'action de la campagne « Justice for Myanmar » fait suite au rapport de la Mission d'établissement des faits de l'ONU (FFM) paru en 2019 consacré aux intérêts économiques de l'armée birmane qui a recommandé que les entreprises mettent un terme à tout lien financier avec celle-ci. « Justice for Myanmar » a pour ambition de garantir que les recommandations de la FFM et du Rapporteur Spécial soient mises en œuvre.

**Yadanar Maung explique :** « *Nous demandons à tous les gouvernements qui défendent la justice et les droits humains de mettre en œuvre des sanctions ciblées contre les militaires et leurs entreprises. Nous voulons voir les militaires entièrement désinvestis de l'économie birmane, nous voulons que l'armée birmane soit placée sous contrôle démocratique et que ses conglomérats soient démantelés. Les avoirs volés, que les militaires ont accumulés à travers des décennies de corruption, doivent être rendus au peuple birman. Nous considérons que ces étapes sont essentielles pour la mise en place d'une démocratie fédérale, dans laquelle les droits humains de tous seront protégés et une paix durable prévaudra.* »

Dans les mois à venir, « Justice for Myanmar » collaborera aussi avec des journalistes et des acteurs de la société civile dans cette lutte pour la justice et la sécurité de tous en Birmanie, et pour faire rendre des comptes à l'armée birmane.

**Communiqué dans sa version originale (anglais)**

Pour plus d'informations, contactez : Yadanar Maung, « Justice for Myanmar »

Email : [media@justiceformyanmar.org](mailto:media@justiceformyanmar.org) / Site : <https://www.justiceformyanmar.org>

Tweeter : [@justicemyanmar](https://twitter.com/justicemyanmar) / Facebook : <https://facebook.com/justiceformyanmar.org/>

